



COMBAT OUVRIER

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 19 DECEMBRE 1981

N° 142

PRIX : Antilles 2 F.
France 3 F

Editorial

**A BAS L'ARMEE POLONAISE !
VIVE LA LUTTE DES
TRAVAILLEURS POLONAIS !**

La Pologne vit désormais sous une dictature militaire ouverte dirigée par le général Jaruselwski, mais tout n'est pas joué, car la classe ouvrière n'a pas encore dit son dernier mot.

Il est évidemment très difficile d'obtenir des informations exactes sur ce qui se passe en Pologne, mais les recoupements des informations officielles elles-mêmes et des récits de voyageurs qui viennent de quitter la Pologne montrent que la classe ouvrière bien qu'ayant été en premier lieu visée par ce coup d'état militaire n'en est pas à céder passivement. Une lutte s'organise au fil des heures. On fait état de grèves avec occupations d'usines à Gdansk, à Varsovie, et en Silésie où se trouvent les mineurs dont on avait, il y a quelques mois, pu apprécier la combativité.

Le coup d'état brutal, rapide, a jeté en prison des centaines, voire des milliers, de membres du syndicat SOLIDARITE, Lech Walesa serait lui aussi aux mains des militaires, otage dont ils espèrent se servir pour appeler les travailleurs à la modération.

Mais pour l'instant si cette hypothèse n'est pas à écarter, rien n'indique que Walesa ait accepté de jouer un tel rôle.

Les dirigeants de Solidarité qui n'ont pas été arrêtés ou les militants qui ont pris sur eux cette responsabilité au cours des derniers jours, ont appelé à une grève générale pour samedi. Il ne sera pas facile aux dirigeants militaires de la Pologne de mater ou d'écraser dans le sang la lutte des travailleurs polonais. On parle dans certains cas de fraternisation entre soldats et grévistes.

Le but du coup d'état est bien sûr d'écraser la classe ouvrière ou tout au moins de l'obliger à rentrer dans le rang, à courber la tête et à accepter les conditions d'exploitation les plus effroyables dans un pays ruiné.

La catastrophe économique n'a pas été le résultat de l'action des travailleurs qui pendant toutes ces dernières années n'avaient aucune responsabilité dans la conduite des affaires de la Pologne. Ce sont les amis de Jaruselwski et la classe dirigeante polonaise qui ont conduit la Pologne à la ruine.

Aujourd'hui, ils veulent imposer à la classe ouvrière de payer le prix du redressement économique et cela, ils le font en toute remise en cause de la situation des pays de l'Est. L'URSS ne voulant à aucun prix voir s'éloigner de sa sphère d'influence les pays dits « démocraties populaires » qui font partie de son bloc, qui constituent son glacis de protection face aux puissances impérialistes.

Les bureaucrates du Kremlin exercent depuis des mois une formidable pression sur les dirigeants polonais pour les obliger à mettre au pas les travailleurs et « normaliser » la situation en mettant fin aux libertés nouvellement acquises par les luttes de ces derniers mois par les travailleurs.

Suite p. 4

DANS LES ENTREPRISES, LES TRAVAILLEURS NOIRS S'OPPOSENT AUX MANIFESTATIONS DE RACISME



Les employées de Point-Virgule en grève contre leur patronne raciste blanche, Mme Krimmel en 1981

Depuis quelques temps notre journal relate de nombreux faits de racisme qui se sont déroulés dans des entreprises.

En particulier il est arrivé fréquemment au cours des mois écoulés que des travailleurs (des employés ou ouvriers) se battent pour mettre fin à des discriminations existant dans l'entreprise à leur encontre.

Il s'agissait de réclamer que du personnel antillais soit embauché et formé sur place et non pas de faire venir des travailleurs blancs ; il s'agissait aussi que

les avantages existants pour des travailleurs blancs (maîtrise ou cadres) soient aussi accordés au Noirs. Il y a eu aussi l'affaire plus particulière de Norelec où un incident opposant un ouvrier noir à une femme blanche s'est terminé par le licenciement de l'ouvrier, alors qu'il s'agissait d'un incident qui se situait en dehors des questions de travail. Mais le patron blanc de Norelec a eu un réflexe de race et de classe, la femme étant non seulement blanche, mais possédante comme lui. On pourrait citer de multiples

cas dans de nombreuses entreprises où des luttes ont eu lieu en partant d'incidents raciaux opposant travailleurs noirs et directions et patrons blancs.

Cela n'a rien d'étonnant car la majeure partie des entreprises sont, ou la propriété de blancs créoles guadeloupéens et martiniquais ou sont dirigés par un encadrement européen quand il s'agit de société française ou européenne.

Il y a eu des revendications ou des luttes grandes ou petites, dans certaines banques, à la Colas, à Socaltra (Délattre-Levivier), au Prisunic Martinique, à Nouvelles Galeries, à Point Virgule, à Air France, chez Tanon, etc...

Ces incidents qui ont donné lieu à protestations ou à grèves ou à toutes autres formes de lutte se sont déroulés au cours de l'année 80 et plus fréquemment au cours de 81.

D'autres grèves, parties sur des problèmes purement syndicaux, ou revendicatifs habituels, ont quelquefois pris en chemin un aspect racial. Exemple : le conflit de l'hôpital psychiatrique à Saint Claude ! Pourquoi ? Parce qu'il se trouve que le directeur est blanc et qu'évidemment la majorité des employés sont noirs.

Le directeur, refusant de reprendre les 14 licenciés, ayant lui-même pris la tête d'une sorte de croisade contre ces travailleurs qu'il jugeait susceptibles d'atteinte aux intérêts des malades, a quand même malgré les arguments en sa

◆ Suite page 4

DECENTRALISATION, AUTONOMIE, INDEPENDANCE ? OU EST L'INTERET DES TRAVAILLEURS ?

La discussion fait rage... parmi les quelques élus de droite des Antilles qui ont peur de voir les projets gouvernementaux conduire de façon administrative à l'autonomie ou à l'indépendance. Mais la population elle ne se passionne pas pour ce débat !

On a même vu pleurer un sénateur (Valcin) qui craint une évolution vers l'indépendance pour son pays !

La droite a ses propres raisons de craindre toute évolution du statut des soit-disant département d'Outre-Mer. Elle exprime en grande partie la crainte de voir mis en cause les privilèges des couches sociales aisées des Antilles.

Pour la droite l'état de l'impérialisme français est un meilleur garant de l'ordre social que ne pourrait l'être un Etat guadeloupéen ou martiniquais. Enfin dernier aspect du problème, et pas le moindre, un état d'un petit pays, à l'économie faible et sous-développé ne pourrait évidemment pas entretenir une caste

d'hommes politiques et de fonctionnaires aussi nombreuse qu'aujourd'hui. Les miettes tombées de la table des Capitalistes ne seraient plus effectivement en quantité aussi importante que maintenant.

Pour la gauche, il s'agit d'avoir un nouveau statut qui leur donne plus de pouvoir localement. Il n'est pas hasardeux de penser que certains autonomistes estiment que l'évolution administrative favorisera le camp autonomiste (Partis communistes de Guadeloupe et Martinique et Parti Progressiste et certains socialistes).

La gauche antillaise qui soutient le gouvernement de gauche en France voudrait tout simplement qu'aux Antilles se concrétise ce pouvoir, et qu'elle en soit l'émanation.

Ces partis veulent donc être localement ce pouvoir. Il ne s'agit là ni de lutte anti-colonialiste, ni de « lutte de libération ». Césaire a beau affirmer qu'il est

un fier « nègre marron », cela n'empêche que ni les buts politiques qu'il fixe à son parti ni les méthodes de ce parti ne sont d'une hardiesse ou d'un farouche esprit de révolte contre la situation coloniale.

Les exigences de la gauche antillaise sont modérées. Elle n'exige même pas l'autonomie immédiate. A plus forte raison n'exige-t-elle pas l'indépendance. Mais cette gauche n'écarter pas pour autant la possibilité de voir transformer de façon légale le statut jusqu'à une relative autonomie qui lui donnera un certain pouvoir.

Cela n'empêchera pas les richesses des deux îles de continuer à être pillées par les riches, ni les privilégiés de continuer à avoir les mêmes privilèges. Cela n'empêchera pas les pauvres d'être exploités pour permettre l'enrichissement des bourgeois Blancs et Noirs.

Suite page 4

GREVE DE LA SOCALTRA (MARTINIQUE)

LES OUVRIERS BIEN DECIDES A FAIRE CEDER LES PATRONS RACISTES



A l'heure où nous écrivons, la grève se poursuit à la Socaltra. La direction refuse de céder aux revendications des grévistes, essentiellement le 13ème mois, et ceux-ci restent fermement décidés à obtenir satisfaction.

Vendredi 11, le directeur Rein tentait une manœuvre d'intimidation en annonçant le licenciement de deux ouvriers, tous deux délégués, dont le Secrétaire Général du Syndicat de la Métallurgie. Mais la réaction des travailleurs contraint Rein à reculer. En effet ceux-ci répondirent qu'il était hors de question qu'ils reprennent le travail sans leurs deux camarades, et qu'en attendant, la grève continuait pour le 13ème mois et les autres revendications. Devant cette attitude, Rein louvoya et finit par déclarer qu'il n'y aurait pas de sanction pour fait de grève... s'ils reprenaient le travail. Mais comme il ne proposait rien d'acceptable, les ouvriers décidaient de continuer la grève. Le Comité de Grève de la Socaltra et le

Bureau du Syndicat de la Métallurgie, ont publié un tract dans lequel ils dénoncent le racisme qui sévit à la Socaltra et dans les autres entreprises de la métallurgie. Nous reproduisons ce tract ci-dessous :

La direction de la Socaltra vient d'entamer une procédure de licenciement à l'encontre de deux délégués du personnel dont le Secrétaire Général du syndicat de la Métallurgie, CGTM, Jean-Jacques Magit.

C'est la réponse de M. Rein, directeur métropolitain de l'entreprise, et de M. Pugnant, PDG métropolitain également, à la grève des ouvriers de la Socaltra entamée le 26 novembre pour l'obtention du 13ème mois,

- La journée de la Saint-Eloi
- Le jury professionnel,
- L'heure d'information syndicale par mois,

- Le paiement des jours de grève, C'est la deuxième fois que M. Rein, directeur raciste, cherche à se débarrasser de notre dirigeant syndical et de délégués du personnel qui s'opposent à sa volonté de fouler aux pieds les droits des travailleurs martiniquais.

Face aux revendications des ouvriers de la Socaltra, il faut savoir que :

A la Socaltra, pratiquement tous les cadres (une dizaine) sont des métropolitains.

Ces cadres touchent de hauts salaires : ainsi le salaire d'un cadre équivaut aux salaires de plus de trois ouvriers. Ils bénéficient du 13ème mois, alors le patron refuse ce 13ème mois aux ouvriers. Ils ont 40% de prime de vie chère, 80 F par jour de prime d'éloignement, et de nombreux avantages : 6 semaines de congé par an, voyage en France payé aux familles, etc... La direction va même jusqu'à leur offrir une servante... Martiniquaise ! qui, elle, est payée un salaire de misère.

Ainsi les patrons ont de l'argent pour les cadres métropolitains, mais ils n'en ont pas pour les ouvriers martiniquais !

Cette discrimination est scandaleuse. C'est déjà du racisme. Mais ce n'est pas tout.

A de nombreuses reprises nous avons dénoncé publiquement les pratiques racistes des patrons, des chefs et des cadres de la Socaltra, tous blancs naturellement.

Ainsi pendant la grève, M. Rein a fait investir l'entreprise par les gendarmes.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que ceux-ci volent à son secours, qui se ressemblent s'assemble ! Il a déclaré qu'il allait faire venir des ouvriers métropolitains pour nous remplacer. Il faut croire que M. Rein se sentirait mieux s'il n'y avait que des blancs dans son entreprise. *Suite p. 3*

COMMUNIQUE DE COMBAT OUVRIER

Les ouvriers de l'entreprise Delattre-Levivier (ex-Socaltra) sont en grève depuis maintenant plus de 3 semaines. Les ouvriers réclament notamment une prime de treizième mois, prime que le patron avait précédemment promis de verser mais qu'il refusait cette année encore de donner. Cependant ce n'est pas l'argent qui manque à cette entreprise, filiale du trust multinational (Creusot-Loire).

Face aux ouvriers en grève, le patron blanc de Delattre-Levivier, REIN a multiplié les provocations racistes : ainsi, il a menacé de suspendre les ouvriers en grève et de faire venir des ouvriers de France pour faire le travail. Il refuse de céder aux revendications des ouvriers.

Vendredi 11, Rein a franchi une nouvelle étape dans la provocation. Ne pouvant briser le mouvement de grève, il décide de licencier 2 ouvriers : le secrétaire général du Syndicat de la Métallurgie et un membre du Comité d'Entreprise.

Combat Ouvrier s'élève énergiquement contre les provocations racistes de Rein, directeur blanc, qui veut réduire au chômage deux ouvriers noirs.

Combat Ouvrier rappelle que l'entreprise dirigée par Rein se signale par son racisme dans l'emploi : les ouvriers sont tous noirs - les chefs sont presque tous blancs.

Combat Ouvrier rappelle que ce sont de telles attitudes qui ont poussé à la révolte les peuples d'Algérie et d'Indochine, en butte au racisme des blancs de l'acabit de Rein.

La population martiniquaise ne peut qu'être exaspérée par ces manifestations de racisme et ces provocations patronales.

Pour la direction de Combat Ouvrier
Louis Maugée

Fort-de-France, le 12 décembre 81

MARTINIQUE MANOEUVRE DE LA DROITE

Un nouveau parti est né en Martinique, l'Union pour une vraie décentralisation, dont les promoteurs sont... Emile Maurice, Jean Maran et Emmanuel Lucien, bref une alliance de notables réactionnaires venant du RPR ou de l'UDF.

La raison avouée de ce regroupement est la lutte contre les dangers que contiendrait la loi de décentralisation pour les DOM. A en croire ces messieurs, cette loi ouvrirait la porte au monstre qui a nom « séparatisme ». Et pour lutter contre, ces politiciens de droite lancent un vibrant appel à « ceux qui vivaient encore le rêve de la sagesse du gouvernement à notre endroit, du respect du statut des DOM » pour manifester leur détermination.

Bien entendu, ces messieurs de la droite poussent de tels cris parce qu'ils craignent avant tout pour la perte des mandats électoraux qu'ils ont cumulé pendant 23 ans de régime gaulliste et giscardien. Ils ont choisi de lier leur sort aux différents gouvernements de droite qui se sont succédés. Leur maître mot a été qu'ils faisaient partie de la majorité en France, majorité qui selon eux faisait le bonheur des Martiniquais.

Hélas, toutes les bonnes choses ont une fin, et les tuteurs de ces hommes de droite ont été battus aux élections. Voilà Emile Maurice et Jean Maran sans supports, avec en perspective le fait de voir leurs sièges menacés aux élections qui auront lieu à la proportionnelle ! D'où l'agitation de ces messieurs qui sont en train de crier pour que les élections au Conseil Général se fassent comme en France, en même temps qu'en France...

Mais une chose demeure étonnante, Maran, Lucien et Emile Maurice ont éprouvé le besoin d'intituler leur rassemblement « Union pour une Vraie Décentralisation ». De là à accepter la décentralisation des socialistes, il n'y a qu'à enlever le mot « Vraie ». Est-ce à ce nouveau retournement de veste que se préparent tous ces politiciens à qui il suffira de quelques phrases légèrement transformées pour accepter un projet qui ils le savent bien, n'a rien pour effrayer personne.

EMIGRATION : LA DIRECTION DES POSTES ET LE PERSONNEL ANTILLAIS ET REUNIONNAIS : ÇA VOLE BAS...

Un correspondant de Lutte Ouvrière a fait parvenir à cet hebdomadaire trotskyste français l'information suivante concernant l'attitude du ministère des PTT vis-à-vis des agents antillais et réunionnais qui travaillent en France. Cette attitude révèle surtout le racisme et la bêtise dont fait preuve la direction des PTT.

Comme quoi le gouvernement a beau changer...

Le ministère des PTT a lancé une réflexion sur les problèmes des postiers originaires des Antilles et de la Réunion ; à y regarder de plus près, ce n'est pas des problèmes de ces postiers qu'il s'agit, mais de ceux de la direction des postes, et de sa maîtrise évidemment. Comme le personnel originaire des Départements d'Outre-Mer est particulièrement nombreux à la poste, surtout en région parisienne, où il constitue 16% du personnel (10 200 postiers sur un effectif total de 63 400 pour la poste, non compté le téléphone), le nouveau ministre (il faut bien s'intéresser aux problèmes sociaux quand on est socialiste) a décidé de mettre en analyse le malaise de son cher encadrement vis-à-vis de ce personnel.

Après un « séminaire » de réflexion au ministère, une expérience pilote vient d'avoir lieu au PLM, le centre de tri postal de la Gare de Lyon, à Paris : il s'est agi d'une réunion regroupant, autour d'un spécialiste de la question venu de la direction des centres de tri parisiens (la DSA), l'encadrement du PLM, les syndicats et des représentants antillais de chaque service.

C'est la notice distribuée en fin de réunion aux participants, intitulée **Réflexion : utilisation du personnel origi-**



Antillais et Réunionnais aux PTT. La direction consacre... une notice sur l'art et la manière de les « utiliser ».

naire des Départements d'Outre-Mer dans les services de la DSA, qui donne la meilleure idée de la hauteur à laquelle planait cette réflexion pilote. Libellée en termes télégraphiques (normal, pour les PTT !) elle résume ce que devraient être les grands thèmes des cogitations futures ; elle comporte cinq chapitres : « Importance des effectifs, nécessité de connaître leur cadre de vie antérieur, difficulté d'adaptation, traits de caractère pouvant être rencontrés le plus souvent, réflexion sur un style de commandement adapté ».

Le troisième chapitre est rédigé ainsi : « Difficultés d'adaptation : d'ordre climatique, températures, vêtements ; d'ordre social (logement, transports) ; dans le milieu de travail (difficultés de communication réciproque) - Il s'agit évidemment des difficultés des chefs, qui n'aiment pas voir les Antillais parler en créole, par crainte d'être au centre des conversations et rigolades - ; contraintes, rythme plus lent). Le chapitre sui-

vant, sur les traits de caractère, comporte les rubriques : « Susceptibilité impulsive. Causes ? Manifestations ? Conséquences ? » ; fierté (chauvinisme, nationalité) ; individualisme (individu, groupe) ; enjouement ; indolence (spécifique) »

Tout cela pour en venir au but de l'opération, les conseils aux chefs sur « un style de commandement adapté », résumés ainsi par la notice : « Eviter (façon autoritaire, mode paternalisme) ; employer (politesse) ; formuler ; surtout, savoir les écouter ».

En plus de la débilite mentale (spécifique) des rédacteurs de la notice, la réflexion de la direction des postes semble bien empreinte d'une dose de racisme qui n'a rien à envier au « paternalisme », aux façons autoritaires et aux manquements à la politesse la plus élémentaire de certains de ces chefs.

Correspondant LO



ET PUIS QUOI ENCORE !

Dans une note de service parue, il y a quelques jours, Juandon déclare qu'il est désormais interdit de manger en réserve.

Il a même fait des menaces en avertissant que l'Inspection du Travail était au courant et que s'il surprenait un travailleur mangeant dans la réserve, il y aurait des suites...

Quant à nous, nous tenons à lui dire ceci : si Juandon, lui ne peut manger correctement à cause de sa machoire fracassée, par une balle, qu'il ne se mêle pas de nous empêcher de manger en paix. Tan pi sou plai !

GUADELOUPE : COMPAGNIE FRANÇAISE DES TRAVAUX (CFT) : L'INTIMIDATION : ÇA NE MARCHE PAS

Le patron, Leonardi, licencie à tour de bras cette année. Il y a eu deux vagues de licenciement, une en début d'année et l'autre au mois de septembre. Plus d'une dizaine de nos camarades ont été mis dehors.

Pourtant, d'un autre côté, la CFT embauche pour le compte de sociétés de soustraction qu'elle contrôle comme la COMATRA, la CGL et la SETRA.

Il faut donc croire que les licenciements ne sont donc pas « économiques » mais tout simplement répressifs. Léonardi cherche à se débarrasser des travailleurs les plus combatifs et à faire disparaître toute lutte syndicale et jusqu'au syndicat lui-même.

Mais si la direction croit nous intimider, elle se trompe. La dernière grève que nous avons menée en est déjà une preuve. Qu'elle sache que nous ne sommes pas prêts à nous laisser « tuer » à petit feu. Nous saurons nous battre à nouveau s'il le faut.

C.F.T. : UN RAPPEL NECESSAIRE

Depuis le mois de septembre, 8 de nos camarades ont été licenciés. Pour protester nous avons déjà fait 15 jours de grève. Un dossier a été transmis au ministère du travail. Une enquête a été ordonnée mais jusqu'à présent elle n'a rien donné. En attendant les 8 camarades sont toujours dehors. Il faudrait le rappeler à la direction.

GUADELOUPE : COLAS : LA DERNIERE GREVE : UNE VICTOIRE

Notre dernière grève a été un plein succès. Après 5 jours, la direction a cédé et a accepté d'accorder une nouvelle qualification à 37 travailleurs...

Il faut dire qu'il a fallu bloquer de 9 h à 2 h du matin le directeur blanc Figuls et le sous directeur avant qu'ils ne cèdent...

Comme quoi il n'y a pas d'autres moyens. N'oublions pas que nous avons

DECIDEMMENT JUANDON A DU PAPIER A GASPILLER

Le même Juandon fait aussi savoir par note de service qu'il était interdit de laisser les mobylettes ou autres objets personnels dans le vestiaire. Il dit que s'il en trouve une il la mettra aux ordures.

Mais jusqu'à présent, ce monsieur n'a jamais fait construire d'abri fermé pour que nous puissions y mettre nos mobylettes et nous n'avons évidemment pas l'intention de les laisser dehors, à tout vent et avec les risques de vol.

Alors qu'il s'arrange pour trouver une solution.

donné un autre rendez-vous au patron car les problèmes sont loin d'être réglés.

COLAS : AUGMENTATION UNIFORME POUR TOUS, UN MOYEN D'EVITER LA DIVISION

Il semble que certains d'entre nous aient été « oubliés » des listes de qualification qui ont été admises à l'issue de la grève, par la direction.

Ceux-là se plaignent de voir d'autres être qualifiés avant eux alors qu'ils travaillent depuis plus longtemps dans l'entreprise. On parle même de favoritisme au niveau de la liste qui a été soumise à la direction...

La question reste posée...

Mais quoi qu'il en soit, la meilleure façon d'éviter ce genre de problème serait de réclamer des augmentations uniformes pour tous.

CENTRE HOSPITALIER DE POINTE-A-PITRE : QUAND LA MONTAGNE ACCOUCHE D'UNE SOURIS

La délégation du CA a annoncé qu'elle a obtenu 44 postes du ministère. C'est bien loin du quota : 279... que réclamait le syndicat.

Mais sur 44 postes, 29 seraient destinés à de nouveaux services qui seront créés d'ici peu.

En fait il ne reste donc que 15 postes vraiment supplémentaires, alors que pour améliorer nos conditions de travail, il nous faudrait des centaines de postes.

Décidément, qu'ils soient de droite ou de gauche, les gouvernements se suivent et se ressemblent : l'argent, ils le trouvent pour faire éclater des bombes atomiques à Mururoa mais en ce qui concerne les conditions de travail et la santé de la population, là, ils invoquent les restrictions budgétaires et la crise.

PLUS C'EST MAUVAIS, PLUS ÇA AUGMENTE

Au self, les repas sont tellement mauvais que les agents s'y rendent de moins en moins.

Pourtant, en janvier les prix de ces repas vont encore augmenter.

C'est à croire que les services administratifs de la direction ont trouvé un nouveau système de tarification : plus c'est mauvais, plus on augmente.

L'USINE, C'EST L'ENFER

Le 1^{er} décembre, jour de la Saint Eloi, patron des métallurgistes selon la tradition, est l'occasion pour les chefs des entreprises de la métallurgie, et pour la direction d'EDF, de grands discours sur la « collaboration nécessaire » entre ouvriers et patrons, dans lesquels ils essaient de faire oublier en un jour aux travailleurs l'exploitation qu'ils leur font subir toute l'année. Cette journée donne généralement lieu à des réjouissances, et cette année encore la direction d'EDF n'a pas failli à la tradition. Elle a organisé une fête à l'usine de Pointe des Carrières.

Pour les travailleurs, la saint Eloi est accueillie avec plaisir, car c'est une journée fériée où il n'est guère question du fameux Saint ! Mais ils ne sont pas dupes des belles paroles et des grands discours que la direction leur sert à cette occasion.

C'est ainsi que cette année les ouvriers de l'usine de Pointe des Carrières ont distribué un tract au milieu de la fête, pour dénoncer les mauvaises conditions de travail que la direction d'EDF leur impose toute l'année, tout en espérant les leur faire oublier en les invitant à la fête.

La distribution de ce tract a troublé pendant un moment l'atmosphère de « cordialité » hypocrite que la direction avait voulu instaurer en organisant sa fête. Les chefs faisaient grise mine mais les travailleurs des autres secteurs d'EDF qui étaient présents ont pour la plupart apprécié qu'une telle dénonciation soit faite.

Nous publions ce tract ci-dessous :

C.G.T.M.

SYNDICAT DE L'ECLAIRAGE SECTION DE POINTE DES CARRIERES

AUJOURD'HUI C'EST LA FETE A POINTE DES CARRIERES, POUR NOUS QUI Y TRAVAILLONS TOUS LES JOURS C'EST L'ENFER !

« Notre Collègue Bondry qui travaillait sur les groupes Sigma est mort dans des conditions particulièrement douloureuses, et nous sommes convaincus que les conditions de travail à la production ne sont étrangères aux circonstances de ce drame ».

- Extrait d'un rapport du Syndicat de l'Eclairage,

- Section Pointe des Carrières.

Aujourd'hui, vous êtes venus à la fête à Pointe des Carrières. Mais vous devez savoir que pour nous qui y travaillons tous les jours, c'est l'enfer.

Les conditions de travail sont telles,

que plus de 20 agents ont récemment été déclarés inaptes à travailler aux postes qu'ils occupaient. Beaucoup d'autres cherchent à fuir cet enfer.

Quelles conditions de travail crée cet enfer ?

Elles sont connues de la Direction et de la Médecine du Travail. Il s'agit de : Bruit, Chaleur, Trépidations, Gaz toxiques, Poussières, Saletés, etc...

Le Personnel est en quantité insuffisante, ce qui ne fait qu'aggraver encore la situation.

Un exemple : alors qu'en six ans la puissance installée à PK a presque doublé (97% d'augmentation) le nombre d'agents au quart a augmenté seulement de 14% !

C'est incroyable mais vrai !

Oui PK c'est l'enfer !

Le bruit et les vibrations détériorent notre système auditif, portent atteinte à notre équilibre.

Même hors de l'usine, le bruit continue de saper notre santé. Certains d'entre nous chez eux continuent de souffrir. Certains se réveillent la nuit en sursaut, d'autres entendent le grondement des moteurs dans leur tête, d'autres encore ont des moments de surdité totale de façon subite...

Notre système nerveux est profondément atteint par ces conditions de travail inhumaines.

Et il y a la chaleur (plus de 50°), la respiration des gaz, l'humidité, la saleté et donc les risques de chutes, les risques d'explosion-carter etc...

La Direction, les Pouvoirs Publics, la Médecine du Travail sont au courant de cette situation. Mais ils s'en fichent parce que pour tous ceux-là, la santé et la vie d'un travailleur ne vaut pas qu'on se donne la peine de changer les conditions de travail, qu'on se casse la tête et qu'on dépense de l'argent.

Mais nous sommes à la limite du supportable. Nous avons décidé de troubler la fête pour jeter notre cri de souffrance et d'indignation.

Nous profitons des circonstances présentes pour dire qu'au delà des réjouissances d'aujourd'hui vous devez savoir qu'ici travaillent des êtres humains qui souffrent et perdent chaque jour un peu de leur vie au lieu de la « gagner » comme on dit.

Fort-de-France, le 1^{er} décembre 1981

MARTINIQUE LA GREVE A LA SOCALTRA :

LES OUVRIERS BIEN DECIDES A FAIRE CEDER LES PATRONS RACISTES

SUITE DE LA PAGE 2

Il se sert de qualificatifs méprisants et injurieux à notre égard, qui révèlent bien son racisme.

Maintenant il ferme son entreprise, lock-out les ouvriers et veut licencier deux délégués dont le secrétaire Général du syndicat.

M. Rein veut licencier deux ouvriers martiniquais, tandis qu'il ferait venir des blancs. Sa femme occupe déjà la place d'une Martiniquaise, puisqu'il l'a placée comme comptable à la SIGBR, autre entreprise qu'il patronne.

M. Rein est le bon compère du directeur de la CAMIC, M. Hoger, un métropolitain naturellement, qui vient de remplacer la gérante de la cantine, une Martiniquaise par un blanc, et de licencier deux autres employées martiniquaises.

Voilà ce que veulent ces racistes : nous mettre à la porte et nous remplacer par leurs amis blancs.

Nous disons NON à cette provoca-

tion raciste. Nous ne laisserons pas licencier nos camarades, car nous ne pouvons permettre que les blancs viennent ici pour nous mettre à la porte, nous Martiniquais.

Tous les travailleurs martiniquais, et toute la population martiniquaise sont concernés par cette affaire. Il faut faire échec aux racistes de la Socaltra, pour que les racistes d'ailleurs (et ils sont nombreux en Martinique) comprennent eux aussi qu'ils ne sont qu'en sursis ici.

La provocation raciste ne passera pas !

Non au licenciement de nos camarades !

La grève continue jusqu'à satisfaction de nos revendications !

Le Comité de Grève, de la Socaltra
Le Bureau du Syndicat
de la Métallurgie !

Fort-de-France, le 12 décembre 1981

A BAS L'ARMÉE POLONAISE ! VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS POLONAIS ! SUITE DE L'EDITORIAL



WALESA : OTAGE DES MILITAIRES

Solidarité, où pouvaient s'exprimer librement les courants réclamant le respect réel des libertés, l'amélioration des conditions de travail et de vie des travailleurs polonais, Solidarité qui fut à la tête de toutes les luttes et de toutes les grèves était particulièrement visé par le pouvoir. Car il constitue pour les travailleurs un pôle de regroupement leur permettant de s'opposer à la politique officielle du régime.

Certes, Solidarité ne s'est jamais affirmé comme un mouvement visant ouvertement à conduire les travailleurs au pouvoir en Pologne, mais il représentait la soif de liberté et d'amélioration de leur vie matérielle de millions d'ouvriers.

Le coup d'état vise donc la classe ouvrière. Il vise tous les travailleurs, ouvriers et paysans. Parmi les mesures prévues et applicables, outre la loi martiale, il y a la militarisation de nombreuses entreprises. Cela signifie que les travailleurs de ces entreprises sont passibles de la peine de mort en cas de refus de travailler ou d'obéir aux ordres du pouvoir. Le nouveau pouvoir a suspendu le droit de grève et est revenu sur toutes les conquêtes ouvrières des derniers mois.

En particulier, la semaine de travail

passé à 6 et même 7 jours de travail. Les horaires quotidiens pourront aller jusqu'à 12 heures de travail. Les congés payés sont ramenés de 26 jours à 12 jours.

A la campagne les biens des paysans peuvent être réquisitionnés. Ceux-ci peuvent être contraints à des livraisons de leurs produits.

La brutalité du coup d'état n'empêchera pas que parmi les 10 millions de membres de Solidarité se trouvent, même dans la clandestinité, obligatoire désormais, les travailleurs qui mettront en avant les intérêts de leur classe et les feront passer avant toute considération patriotique ou nationaliste.

Le très patriotique général Jaruzelski vient en effet de montrer quel rôle il réservait aux travailleurs dans la « patrie polonaise » : celui d'esclaves salariés, exploitables et corvéables jusqu'au bout, et sans même le droit de protester.

La leçon sera sans doute comprise par ceux qui parmi les travailleurs sont les plus clairvoyants et les plus aptes à s'adapter à la nouvelle situation pour proposer de nouvelles méthodes et de nouvelles perspectives de lutte aux travailleurs.

DANS LES ENTREPRISES, LES TRAVAILLEURS NOIRS S'OPPOSENT AUX MANIFESTATIONS DE RACISME

Suite de la P. 1

faveur et contre les employés, fait l'unanimité des travailleurs contre lui. N'a-t-il pas eu le soutien de la préfecture et n'a-t-il pas obtenu l'intervention des forces de répression contre les travailleurs ?

Pour les travailleurs, bien qu'il se dise de gauche et socialiste, il se rangeait dans le rang des ennemis des travailleurs et utilisait les mêmes méthodes.

Comme de plus, il est blanc comme tous ceux qui exercent l'autorité coloniale ici, ce directeur d'hôpital n'a pu être que classé dans un camp qu'il a en fin de compte accepté.

Les manifestations de la situation raciale aux Antilles sont diverses et variées. Elles sont toutes, dans et hors des entreprises, la conséquence d'une aberration historique. C'est qu'en fin du 20ème siècle, il y a encore des peuples gouvernés directement par des puissances coloniales.

Le retard de nos pays sur ce plan là par rapport aux autres îles de la Caraïbe est évident. Et il est réellement choquant de voir que nos peuples, n'ayant pas plus mais pas moins que d'autres la capacité de se diriger eux-mêmes, sont pris en charge par des gouverneurs, à nom de préfet, venus de 7000 km et à la peau blanche alors que la population est noire, ne parlant que le français alors que la langue courante est autre...

Les deux colonies des Antilles, celles de la Guyane, de la Réunion et les Territoires de l'Océan Pacifique, regroupant ensemble près de deux millions d'individus aux quatre coins du globe constituent les derniers vestiges d'un ancien et

immense Empire colonial.

Pourtant il faut encore, malgré l'expérience des guerres d'Indochine et d'Algérie, que l'impérialisme français contraigne nos peuples à la lutte et aux sacrifices s'ils veulent faire respecter leur dignité pour avoir ce droit élémentaire reconnu à la majorité des peuples du globe, celui de se gouverner soi-même et non d'être administrés par les proconsuls de l'impérialisme et placés sous la surveillance de gendarmes, légionnaires et CRS de cet impérialisme.

La lutte des travailleurs dans leurs entreprises contre les manifestations raciales de l'exploitation peut être reliée à la situation générale. Par leurs prises de positions, sporadiques ou suivies, les travailleurs réagissent à leur façon, là où ils le subissent, au racisme officiel et donc à l'oppression coloniale.

Ils auront non seulement à résister pied à pied à toutes sortes de manifestations de racisme ou d'humiliation voulues par les patrons blancs contre les travailleurs noirs, (attitudes, gestes, réflexions, appréciations déplaisantes ou dénigrantes, etc...) mais encore à élargir leur prise de position à l'ensemble de ce qui est à la base de cette situation. Ce ne sont pas quelques capitalistes qui sont racistes ou qui sont blancs, c'est toute l'administration.

C'est contre tout l'ensemble qu'il faut se battre pour n'avoir pas à la subir entreprise par entreprise, ou quartier par quartier.

DECENTRALISATION, AUTONOMIE, INDEPENDANCE ? OÙ EST L'INTERET DES TRAVAILLEURS ?

SUITE DE LA P. 1

Le changement de statut en douceur ou même par la mobilisation de masses ne signifie pas nécessairement le changement social et économique.

Le simple changement administratif n'apportera strictement aucune transformation sociale favorable aux travailleurs. Le changement par la mobilisation populaire aboutira-t-il à une telle transformation sociale ?

Tout dépendra alors de qui dirigera cette mobilisation, quelle classe sociale ? La petite bourgeoisie ou les travailleurs ?

La discussion actuelle entre partisans et adversaires de la décentralisation, pour une assemblée ou pour deux, n'intéresse en rien les travailleurs.

Le véritable problème c'est la transformation radicale de la situation économique et sociale de nos pays. Et cela, ce n'est pas un décret du pouvoir colonial (même de gauche) qui le provoquera.

Cela, c'est l'affaire des travailleurs et de tous les pauvres des Antilles.

Car pour changer la situation économique et sociale aux Antilles, il faudra s'en prendre aux biens des grands capitalistes, propriétaires fonciers et gros négociants.

Pour changer radicalement la situation rebâtir l'économie des deux îles sur d'autres bases que le profit d'une minorité de capitalistes français et antillais, il faudra l'intervention consciente de la masse de la population pauvre.

Ce n'est pas d'un changement de statut politique administratif qu'il s'agira alors mais bien d'un bouleversement complet de la société par un Etat qui sera celui des pauvres.

La question politique qui doit intéresser ces pauvres aujourd'hui, c'est comment s'organiser et se préparer aux luttes de demain ? Comment dès aujourd'hui se préparer à diriger ces luttes pour être sûrs que tout changement politique engagé pourra aboutir à un réel changement au profit des masses populaires.

A PROPOS DE LA NOUVELLE-CALEDONIE DES PROMESSES DE MINISTRES...

Emmanuel, secrétaire d'Etat aux D.O.M. vient de déclarer que la France ne restera pas en Nouvelle Calédonie par la force et que le gouvernement s'appretait à mettre en œuvre dans ce pays des « réformes hardies ».

Toutes ces petites phrases méritent d'être notées, mais en se gardant bien de trop s'y fier ! Car ne serait-ce que pour avoir ces vagues déclarations d'intention, il a fallu, il ne faut quand même pas l'oublier, que les Canaques descendent dans la rue, il y a quelques semaines de cela, et manifestent, en se battant contre les forces de l'ordre, leur volonté de ne plus être dominés par le colonisateur français.

Et c'est bien à cause de cette entrée en scène de la population canaque que nous assistons ces jours-ci à toute une série de

mesures et déclarations officielles : nomination d'un Haut-Commissaire et petites phrases allusives provenant des milieux gouvernementaux concernant la préparation d'un éventuel « plan » pour la Nouvelle Calédonie.

Il a donc fallu qu'une fraction de la population canaque montre concrètement qu'elle se tient prête à entamer une lutte résolue contre l'Etat français pour qu'elle ait enfin droit... à de petites phrases sur une possibilité de changement.

Ce fait à lui seul, permet de mesurer tout ce que les Canaques devront encore faire pour passer des déclarations d'intention d'Emmanuel et Cie à la fin réelle de toute domination coloniale.

LES ISRAËLIENS ANNEXENT LE GOLAN, EUROPEENS ET AMERICAINS PROTESTENT POUR LA FORME

Lundi 14 décembre le gouvernement israélien a fait voter par le Parlement l'annexion du territoire du Golan. Territoire peuplé de Palestiniens et conquis par les armées israéliennes sur la Syrie lors de la guerre des 6 jours en 1970.

Cette décision a donné lieu à une série de déclarations plus ou moins hypocrites dans les grandes capitales européennes et dans celles d'Amérique du Nord. Toutes déplorant l'annexion. En effet, il semble que Begin, chef du gouvernement israélien, ait agi de sa propre autorité sans consulter personne. De ce fait, il surprend et embarrasse ses protecteurs américains et européens.

La surprise de Reagan n'est peut-être que pure comédie, car enfin c'est tous les jours que l'armée israélienne use de violence vis-à-vis des Palestiniens : c'est tous les jours que Begin développe sa politique annexionniste dans les territoires occupés, et pour cela il a le soutien officiel des Etats-Unis.

La semaine précédant l'annexion du Golan, les Israéliens ont mis en place des administrations civiles dans les territoires de Cisjordanie et de Gaza. Une façon comme une autre de les annexer. Des manifestations dénonçant ces nominations ont eu lieu. L'armée d'occupation israélienne a réprimé en tuant un adolescent et en arrêtant plusieurs centaines de personnes. Elle a également fermé l'université arabe de Bir Zeit et dynamité des maisons de Palestiniens dans les régions de Gaza et de Bethléem.

Tous ces coups de force de Begin, Américains et Européens les laissent faire. Ils protestent quand le gouvernement israélien les fait trop ouvertement ou avec trop de cynisme. Ils

sont obligés d'ailleurs, d'accepter les incartades de l'état israélien car ils ont besoin de lui. Depuis sa création, cet état a joué et joue encore le rôle de gendarme du monde occidental dans cette région du Moyen Orient.

Pour faire ce travail, Israël reçoit les armes et le soutien nécessaires ; parfois du bout des lèvres mais il le reçoit toujours. Les déclarations hypocrites c'est pour la façade.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728